

Les mercenaires transférés en France

Comores : Paris était au parfum

Les hommes de Denard devaient être placés en garde à vue à leur arrivée.

Ni poursuites ni plainte du gouvernement comorien. Hier les 33 mercenaires, dont deux femmes, de l'opération « Kaskari » ont donc quitté Moroni pour Paris via Djibouti. Toutefois, ils étaient menottés à leur arrivée à l'aéroport. Depuis leur reddition, ils étaient interrogés dans les locaux de l'ancienne gendarmerie. Leur arrivée en France ne marque peut-être pas l'épilogue de ce singulier coup d'État qui a coûté sa place au président Djohar. Les autorités françaises vont maintenant s'intéresser à la façon dont le coup d'État a pu être préparé sur le territoire français, à l'achat des armes et à leur acheminement jusqu'au cargo *Vulcain*. La justice cherchera à vérifier si Robert Denard et ses hommes ne se sont pas engagés dans cette opération sans y avoir été encouragés par des services plus ou moins officiels. Au lendemain du coup d'État, on laissait entendre que « la piscine », siège de la DGSE, était en effervescence. Pourquoi ?

A qui profitait l'élimination du président Djohar ? En premier lieu aux Comoriens, qui accusaient le chef de l'État et son entourage de corruption ; ensuite aux Français, agacés qu'il ait flirté, à deux cent cinquante kilomètres du territoire de Mayotte, avec certains *missi dominici*

iraniens et qu'il ait accepté l'installation d'un bureau libyen ; enfin aux Sud-Africains – Johannesburg est à moins de trois heures d'avion de Moroni –, soucieux de préserver leurs intérêts aux Comores : hôtels et casinos essentiellement. On peut donc imaginer une action menée avec la bénédiction de Paris, de Pretoria et d'une bonne partie de la classe politique comorienne.

Djohar accusé de corruption

Une évidence : l'opération « Kaskari » a réussi : en effet, le président comorien Djohar, dont le but de cette action de commando rondement menée était de se débarrasser, se trouve toujours à la Réunion, apparemment contre son gré. Même s'il revenait à Moroni, ce ne serait plus pour y gouverner. Tous les intéressés y trouvent leur compte. Pour le moment, seul Bob Denard est emprisonné à la Santé à Paris. Il a choisi pour avocat Daniel Soulez-Larrivière. Il était le défenseur des faux époux Turenge, lors du procès d'Auckland, après le sabotage du *Rainbow-Warrior* par des agents français en 1985.

François LUIZET

Figaro 14/10/95